

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

No:

PIERRE ANTOINE TREMBLAY,
demeurant à une adresse confidentielle,
ville et district judiciaire de Montréal

Demandeur

c.

CHRIS HAND, demeurant au 4146
Boulevard St-Laurent, Montréal,
Québec, H2W 1Y8

et

GALERIE ZEKE'S, Association
personnifiée, légalement constituée en
vertu de la Loi sur les compagnies partie
3, ayant sa principale place d'affaires au
3955 Boulevard St-Laurent, Montréal,
Québec, H2W 1Y4

Défendeurs

REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN INJONCTION PERMANENTE
(Articles 110 et 119 C.p.c.)

et

EN INJONCTION INTERLOCUTOIRE
(Article 751 et suivants C.p.c.)

et

EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS

**À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT
EN DIVISION DE PRATIQUE, DANS ET POUR LE DISTRICT DE
MONTRÉAL, LE DEMANDEUR EXPOSE CE QUI SUIVIT:**

1. Le demandeur est un conseiller en art et un employé de l'entreprise Galerie 2000;

2. Galerie 2000 est la dénomination sociale de la compagnie numérique 9081-5762 Québec Inc., tel qu'il appert d'une copie du Registraire des entreprises, système Cidreq, produite au soutien des présentes comme pièce P-1;
3. La défenderesse Galerie Zeke's est une association personnifiée ayant comme principale activité économique la vente d'œuvres d'art par sa galerie d'art située au 3955 boulevard St-Laurent, Montréal, tel qu'il appert d'une copie du Registraire des entreprises, système Cidreq, produite au soutien des présentes comme pièce P-2 ;
4. Le défendeur Chris Hand est le seul administrateur de Galerie Zeke's, tel qu'il appert de la pièce P-2 ;
5. Galerie Zeke's est en concurrence directe avec le demandeur et Galerie 2000 dans le marché très restreint de l'art au Québec ;
6. Le ou vers le mois de mars 2007, à son retour de voyage, le demandeur prit connaissance de certaines fausses informations à son sujet, informations véhiculées par un site Internet contrôlé et asservi par les défendeurs ;
7. Le demandeur entend démontrer que ces fausses informations portent atteinte à son honneur et sa réputation, contrairement aux principes de justice établis notamment par l'article 4 de la *Charte* et de l'article 35 du Code civil du Québec ;
8. L'atteinte volontaire des défendeurs à la dignité du demandeur, par le biais d'écrits rendus publics, est diffamatoire et constitue une faute entraînant des dommages au demandeur ;
9. Par leur témérité et leur incurie, les défendeurs ont jeté et tentent encore de jeter le discrédit sur la personne du demandeur ;
10. Les agissements ci-après décrits constituent également une concurrence déloyale par les défendeurs envers le demandeur ;
11. Le ou vers le 25 novembre 2006, les défendeurs affichaient sur leur site Internet ce qui suit :

*Wicked cool! Contemporary Canadian Art with ties to the Mafia
Howdy!*

According to this article, a guy named Frank Martorana was in business with Pierre-

Antoine Tremblay who tried to sell some fake painting to Loto-Québec. Because of him, a bunch of different police forces here in Canada started to investigate the Mafia for something like five years, and resulted in them arresting a gazillion and a half people on Thursday.

(...)

Posted by Zeke's, the Montreal Art Gallery on 25.11.06

Tel qu'il appert d'une copie du texte du 25 novembre 2006 produite au soutien des présentes comme pièce P-3;

12. Le ou vers le 13 avril 2007, le demandeur, par la voie de ses procureurs, faisait parvenir une mise en demeure aux défendeurs, mise en demeure produite au soutien des présentes comme pièce P-4 ;
13. Compte tenu de la dangerosité et de l'urgence de la situation, la mise en demeure enjoignait aux défendeurs de rectifier immédiatement le contenu de l'information du 25 novembre 2006 à l'effet que la Mafia aurait été enquêtée à cause de Monsieur Pierre Antoine Tremblay ;
14. Quelques jours après avoir reçu la mise en demeure P-4, les défendeurs rectifiaient une partie du texte du 25 novembre 2006 de la façon suivant :

*Wicked cool! Contemporary Canadian Art with ties to the Mafia
Howdy!*

According to this article, a guy named Frank Martorana was in business with Pierre-Antoine Tremblay who tried to sell some fake painting to Loto-Québec. Because of (him) Frank Martorana, a bunch of different police forces here in Canada started to investigate the Mafia for something like five years, and resulted in them arresting a gazillion and a half people on Thursday.

Tel qu'il appert d'une copie produite au soutien des présentes comme pièce P-5 ;

15. Tel qu'il appert d'un imprimé du site Internet des défendeurs, ceux-ci ont pris la décision de rendre publique, via le web, la mise en demeure du 10 avril 2007 adressée personnellement aux défendeurs, avec les mentions sans préjudice et sous toutes réserves, tel qu'il appert d'une copie produite au soutien des présentes comme pièce P-6 ;
16. Le ou vers le 20 avril 2007, le demandeur, par la voie de ses procureurs, faisait

parvenir une deuxième mise en demeure aux défendeurs, mise en demeure produite au soutien des présentes comme pièce P-7 ;

17. La mise en demeure signifiée le 20 avril 2007, pièce P-7, enjoignait aux défendeurs de :
 - 17.1 Retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay serait le propriétaire de Galerie 2000 ;
 - 17.2 Retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay aurait été associé avec Monsieur Frank Martorana ;
 - 17.3 Retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay aurait tenté de vendre de fausses peintures à Loto Québec ;
18. Tel qu'il appert d'un imprimé du site Internet des défendeurs, ceux-ci ont pris la décision de rendre publique, via le web, la mise en demeure du 19 avril 2007 adressée personnellement aux défendeurs, avec les mentions sans préjudice et sous toutes réserves, tel qu'il appert d'une copie produite au soutien des présentes comme pièce P-8 ;
19. Or, malgré les informations fournies aux défendeurs par les deux mises en demeure afin de leur permettre de rectifier les fausses informations véhiculées, ceux-ci refusent et ou négligent de :
 - 19.1 Retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay serait le propriétaire de Galerie 2000 ;
 - 19.2 Retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay aurait été associé avec Monsieur Frank Martorana ;
 - 19.3 Retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay aurait tenté de vendre de fausses peintures à Loto Québec ;
20. Le demandeur entend démontrer à cette Honorable cour qu'il n'a jamais été propriétaire de Galerie 2000 ou de la compagnie numérique 9081-5762 Québec Inc.;

21. Le demandeur entend démontrer à cette Honorable cour qu'il n'a jamais été associé avec Monsieur Frank Martorana ;
22. Le demandeur entend démontrer à cette Honorable cour qu'il n'a jamais eu de liens avec la Mafia ;
23. Le demandeur entend démontrer à cette Honorable cour qu'il n'a jamais tenté de vendre de fausses peintures à Loto-Québec ;
24. Le demandeur fera la démonstration qu'en date des présentes, les défendeurs savent pertinemment que ces informations sont totalement fausses ;
25. Le demandeur fera la démonstration que les défendeurs utilisent et véhiculent ces fausses informations et sous-entendus avec l'objectif évident de nuire à l'honneur et la réputation du demandeur ;
26. En aucun temps le demandeur n'a consenti à ces atteintes à sa réputation et à son honneur ;
27. Le demandeur fera la démonstration que les défendeurs utilisent et véhiculent ces fausses informations et sous-entendus avec comme autre objectif de créer une concurrence déloyale et malsaine entre deux commerçants d'art au Québec ;
28. En date des présentes, au moins 323 378 internautes ont visité le site Internet des défendeurs, tel qu'il appert d'un imprimé du Traffic Rank produit au soutien des présentes comme pièce P-9 ;
29. Par conséquent, les défendeurs ont causé les dommages suivants au demandeur :

Troubles et inconvénients pour concurrence déloyale :	\$10,000.00
Troubles et inconvénients pour atteinte à l'honneur et la réputation :	\$15,000.00
30. Le demandeur demande à cette Honorable cour de lui réserver ses droits afin de parfaire les montants des dommages causés par les défendeurs;
31. Le demandeur a des droits sérieux et valables à faire valoir par le biais de la présente procédure judiciaire ;
32. La présente demande en injonction permanente et interlocutoire est nécessaire afin d'empêcher que ne soit créé un préjudice sérieux et irréparable au demandeur ;

33. La présente demande en injonction interlocutoire est nécessaire afin d'éviter que soit créé un état de fait de nature à rendre le jugement final inefficace ;
34. La balance des inconvénients est nettement en faveur du demandeur ;
35. Toute la cause d'action a pris naissance dans le district judiciaire de Montréal ;
36. La présente requête est bien fondée en faits et en droit.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR:

Injonction interlocutoire

ACCUEILLIR la présente requête en injonction interlocutoire;

ORDONNER aux défendeurs de retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay serait le propriétaire de Galerie 2000 ;

ORDONNER aux défendeurs de retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay aurait été associé avec Monsieur Frank Martorana ;

ORDONNER aux défendeurs de retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay aurait tenté de vendre de fausses peintures à Loto Québec ;

Injonction permanente

ACCUEILLIR la présente requête en injonction permanente;

ORDONNER aux défendeurs de retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay serait le propriétaire de Galerie 2000 ;

ORDONNER aux défendeurs de retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay aurait été associé avec Monsieur Frank Martorana ;

ORDONNER aux défendeurs de retirer toute évocation et ou allusion sur le site Internet des défendeurs à l'effet que Monsieur Pierre Antoine Tremblay aurait tenté de vendre de fausses peintures à Loto Québec ;


CONDAMNER les défendeurs solidairement à payer au demandeur, à titre de dommages, la somme de \$25,000.00 avec intérêts au taux légal et l'indemnité additionnelle à compter de la signification de la deuxième mise en demeure ;

RESERVER les droits du demandeur afin d'obtenir réparation suivant les dommages supplémentaires causés par la mauvaise foi des défendeurs ;

RESERVER les droits du demandeur afin d'amender la présente procédure;

LE TOUT avec entiers dépens contre les défendeurs;

Montréal, le 14 mai 2007.

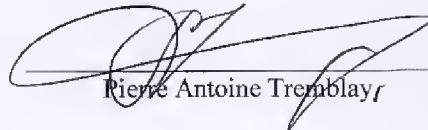

HELLER CARMICHAEL
Procureurs du demandeur

AFFIDAVIT

Je, soussigné, Pierre Antoine Tremblay, conseillé en art, ayant une adresse confidentielle, demeurant dans la ville et le district judiciaire de Montréal, Québec, affirme solennellement ce qui suit :

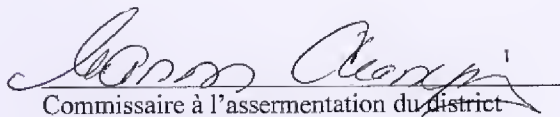
1. Je suis le requérant dans la présente requête ;
2. Tous les faits mentionnés dans la présente requête sont vrais.

MONTREAL, ce 14 mai 2007



Pierre Antoine Tremblay

Affirmé solennellement devant moi à Montréal,
ce 14^{ème} jour de mai 2007.



Commissaire à l'assermentation du district
judiciaire de Montréal

Manon Champlon
Commissaire à l'assermentation
District de Montréal
#181115

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

No:

PIERRE ANTOINE TREMBLAY,

Demandeur

c.

CHRIS HAND,

et

GALERIE ZEKE'S,

Défendeurs

LISTE DES PIÈCES

- PIÈCE P-1 : Copie du Registraire des entreprises, système Cidreq pour la compagnie numérique 9081-5762 Québec Inc.;
- PIÈCE P-2 : Copie du Registraire des entreprises, système Cidreq pour Galerie Zeke's;
- PIÈCE P-3 : Texte du 25 novembre 2006
- PIÈCE P-4 : Mise en demeure du 10 avril 2007 et rapport de signification
- PIÈCE P-5 : Copie d'un texte amendée
- PIÈCE P-6 : Imprimé du site Internet des défendeurs;
- PIÈCE P-7 : Mise en demeure du 19 avril 2007 et rapport de signification ;
- PIÈCE P-8 : Imprimé du site Internet des défendeurs ;

PIÈCE P-9 : Imprimé du Traffic Rank.

Heller Carmichael
HELLER CARMICHAEL
Procureurs du demandeur

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

COUR SUPÉRIEURE

No:

PIERRE ANTOINE TREMBLAY,

Demandeur

c.

CHRIS HAND,

et


GALERIE ZEKE'S,

Défendeurs

AVIS DE PRÉSENTATION

PRENEZ AVIS que la **Requête en injonction interlocutoire** sera présentée devant l'un des Juges de cette Honorable Cour, siégeant en division de pratique, **le 22 mai 2005**, à 9:00 heures en salle 2.16 du Palais de Justice de Montréal, ou aussitôt que conseil pourra être entendu, et veuillez agir en conséquence.

Montréal, le 14 mai 2007.


HELLER CARMICHAEL
Procureurs du demandeur

AVIS A LA PARTIE DÉFENDERESSE

(Art. 119 C.p.c.)

PRENEZ AVIS que la partie demanderesse a déposé au greffe de la COUR SUPÉRIEURE du district judiciaire de MONTRÉAL la présente demande.

Pour répondre à cette demande, vous devez d'abord comparaître par écrit, personnellement ou par avocat, au PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL situé au 1 Notre-Dame est, dans les **dix jours** de la signification de la présente requête.

A défaut de comparaître dans ce délai, un jugement par défaut pourra être rendu contre vous sans autre avis dès l'expiration de ce délai de 10 jours.

Si vous comparez, la demande sera présentée devant le tribunal **le 21 juin 2007 à 9:00 heures en la salle 2.16** du Palais de Justice et le tribunal pourra, à cette date, exercer les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance et de procéder à l'audition de la cause, à moins de convenir par écrit avec la partie demanderesse ou son avocat d'un calendrier des échéances à respecter en vue d'assurer le bon déroulement de l'instance, lequel devra être déposé au greffe du tribunal.

Au soutien de sa requête introductive d'instance, la partie demanderesse dénonce les pièces tel qu'indiqué dans la liste de pièces ci-jointe et qui sont disponibles sur demande.

Demande de transfert relative à une petite créance

Si le montant qui vous est réclamé est égal ou inférieur à \$7,000.00 et si, à titre de demandeur, vous aviez pu présenter une telle demande à la division des petites créances, vous pouvez obtenir du greffier que la demande soit traitée selon les règles prévues au Livre VIII du Code de procédure civile (L.R.Q. c. C-25). A défaut de présenter cette demande, vous pourrez être condamné à des frais supérieurs à ceux prévus au Livre VIII de ce code.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
N^o: 500-17-036766-078

COUR SUPÉRIEURE

PIERRE-ANTOINE TREMBLAY

Demandeur

c.

CHRIS HAND, demeurant au 4146 Boulevard
St-Laurent, Montréal, Québec, H2W 1Y8

Et

GALERIE ZEKE'S, Association personnalisée,
légalement constituée en vertu de la Loi sur les
compagnies partie 3, ayant sa principale place
d'affaires au 3955 Boulevard St-Laurent,
Montréal, Québec, H2W 1Y4

Défendeurs

**REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE
ET EN INJONCTION INTERLOCUTOIRE**

AQ 8029

Copie Zeke's

Me Louis-Frédéric Carmichael
HELLER CARMICHAEL
425 rue St-Sulpice
MONTRÉAL, Qc, Canada H2Y 2V7
TÉL. : (514) 288-5252, ext.104
FAX : (514) 288-7479

SIGNIFIÉ LE *18/05/08* ENTRE *qds*
DE L'ÉTUDE: *Hand* HRS
POUR ETRE A LA DISPOSITION

4

AFFIDAVIT DÉTAILLÉ

Je, soussigné, Pierre Antoine Tremblay, conseiller en art, ayant une adresse confidentielle, demeurant dans la ville et le district judiciaire de Montréal, Québec, affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis le requérant dans la présente requête ;
2. Je suis conseillée en art et employé de l'entreprise Galerie 2000;
3. Galerie 2000 est la dénomination sociale de la compagnie numérique 9081-5762 Québec Inc.;
4. Galerie Zeke's est une association personnifiée ayant comme principale activité économique la vente d'œuvres d'art par sa galerie d'art située au 3955 boulevard St-Laurent, Montréal ;
5. Galerie Zeke's est en concurrence directe avec Galerie 2000 et moi-même dans le marché très restreint de l'art au Québec ;
6. J'étais à l'extérieur du pays par affaires entre le 24 décembre 2006 et le 20 janvier 2007 et entre le 30 janvier 2007 et le 5 mars 2007 ;
7. À mon retour de voyage, soit le ou vers le 6 mars 2007 j'ai pris connaissance pour la première fois des fausses informations que Galerie Zeke's affichait sur son site Internet ;
8. Ces fausses informations portent atteinte à mon honneur et ma réputation, contrairement aux principes de justice établis notamment par l'article 4 de la *Charte* et de l'article 35 du Code civil du Québec ;
9. Ces fausses informations portent atteinte à ma dignité et commencent déjà à me causer des dommages ;
10. De par leur témérité et leur incurie, les défendeurs ont jeté et tentent encore de jeter le discrédit sur ma personne ;

11. Les agissements des défendeurs que je décris dans mon affidavit et dans les requêtes jointes provoquent une concurrence déloyale envers moi ;

12. Le ou vers le 25 novembre 2006, les défendeurs affichaient sur leur site Internet ce qui suit :

*Wicked cool! Contemporary Canadian Art with ties to the Mafia
Howdy!*

*According to this article, a guy named Frank Martorana was in business with
Pierre-Antoine Tremblay who tried to sell some fake painting to Loto-Québec.
Because of him, a bunch of different police forces here in Canada started to
investigate the Mafia for something like five years, and resulted in them arresting a
gazillion and a half people on Thursday.*

(...)

Posted by Zeke's, the Montreal Art Gallery on 25.11.06

13. Le ou vers le 13 avril 2007, par la voie de mes procureurs, j'ai fait parvenir une mise en demeure aux défendeurs ;

14. Compte tenu de la dangerosité et de l'urgence de la situation, la mise en demeure enjoignait aux défendeurs de rectifier immédiatement le contenu de l'information du 25 novembre 2006 à l'effet que la Mafia aurait été enquêtée par ma faute ;

15. Ayant déjà été, par le passé, séquestré, fraudé et volé par la Mafia Italienne et Frank Martorana, j'ai alors réellement craint pour ma sécurité personnelle ;

16. J'avais alors porté plainte contre Frank Martorana au criminel et celui-ci avait été reconnu coupable d'enlèvement, de séquestration, de menaces de mort et de vols de tableaux ;

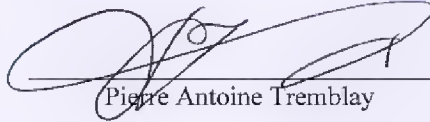
17. Je n'ai jamais été en business avec Frank Martorana ;

18. J'ai avisé les défendeurs par mise en demeure qu'à une certaine époque, la femme de Frank Martorana possédait des parts dans un restaurant japonais dont j'étais propriétaire ;

19. J'ignorais à cette époque que la femme de Frank Martorana et ce dernier étaient reliés à la Mafia Italienne ;
20. Cette histoire a tourné au cauchemar et tel que susmentionné, Frank Martorana a été accusé et reconnu coupable au criminel dans des dossiers dont j'étais le plaignant et la victime ;
21. Malgré les informations fournies aux défenseurs par mise en demeure, ceux-ci persistent à dire et ou sous entendre sur leur site Internet que j'étais en affaires avec Frank Martorana et que j'ai des liens avec la Mafia ;
22. En publiant les mises en demeure qu'ils ont reçues, les défenseurs ne font qu'envenimer un conflit qui me cause préjudice ;
23. Je ne suis pas et je n'ai jamais été propriétaire de Galerie 2000 ;
24. Le propriétaire de Galerie 2000 se nomme Emmanuel Francoeur ;
25. Les défenseurs font circuler de l'information à l'effet que j'aurais tenté de vendre de fausses peintures à Loto-Québec ;
26. Je n'ai jamais tenté de vendre de fausses peintures à Loto-Québec pas plus que je n'ai vendu de tableaux à Loto Québec ;
27. Cependant, à une certaine époque, Galerie 2000 aurait vendu 26 tableaux à Loto Québec ;
28. Certaines personnes avaient fausement laissé croire à Loto Québec que la moitié des tableaux que Galerie 2000 leur avait vendus étaient contrefaits ;
29. Loto Québec avait alors porté plainte à la Police et les journaux s'étaient emparés de cette histoire le jour même ;
30. Cependant, après enquête de la Police, aucune accusation ne fut portée contre Galerie 2000 et ou moi-même ;
31. Un règlement confidentiel est intervenu entre Loto Québec et Galerie 2000 ;

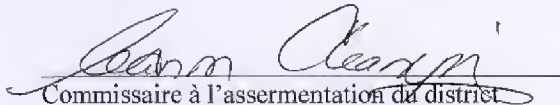
32. Le règlement en question est confidentiel mais je suis en droit d'affirmer que les tableaux vendus par Galerie 2000 n'étaient pas contrefaits ;
33. Lesdits tableaux sont d'ailleurs toujours exposés dans les bureaux de Loto Québec ;
34. Les défendeurs savent maintenant que les informations qu'ils affichent sur leur site Internet sont fausses mais ont décidé de ne pas rectifier ces mêmes informations ;
35. Les agissements des défendeurs me causent préjudice, sont une atteinte à ma réputation et mon honneur et créer une concurrence malsaine et déloyale ;
36. D'ailleurs, certains de mes clients et collègues ont pris connaissance de ces informations véhiculées par les défendeurs et remettent en question ma moralité et mon honnêteté relativement à la vente de mes œuvres d'art ;
37. En date des présentes, au moins 323 378 internautes ont visité le site Internet des défendeurs ;
38. En aucun temps je n'ai consenti à ces atteintes à ma réputation et à mon honneur ;
39. J'ai des droits sérieux et valables à faire valoir par le biais de la présente procédure judiciaire ;
40. La présente demande en injonction permanente et interlocutoire est nécessaire afin d'empêcher que ne me soit créé un préjudice sérieux et irréparable ;
41. La présente demande en injonction interlocutoire est nécessaire afin d'éviter que soit créé un état de fait de nature à rendre le jugement final inefficace ;
42. La balance des inconvénients est nettement en ma faveur ;
43. Tous les faits mentionnés dans le présent affidavit sont vrais à ma connaissance personnelle.

MONTREAL, ce 14 mai 2007



Pierre Antoine Tremblay

Affirmé solennellement devant moi à Montréal,
ce 14^{ème} jour de mai 2007.



Commissaire à l'assermentation du district
judiciaire de Montréal

Manon Champion
Commissaire à l'assermentation
District de Montréal
#161115

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
No: 500-17-03676E-07E

COUR SUPÉRIEURE

PIERRE-ANTOINE TREMBLAY

Demandeur

c.

CHRIS HAND, demeurant au 4146 Boulevard
St-Laurent, Montréal, Québec, H2W 1Y8
Et
GALERIE ZEKE'S, Association personnifiée,
légalement constituée en vertu de la Loi sur les
compagnies partie 3, ayant sa principale place
d'affaires au 3955 Boulevard St-Laurent,
Montréal, Québec, H2W 1Y4

Défendeurs

AFFIDAVIT DÉTAILLÉ

AQ 8029 *Copie Zeke's*

Me Louis-Frédéric Carmichael
HELLER CARMICHAEL
425 rue St-Sulpice
MONTRÉAL Qc, Canada H2Y 2V7
TÉL. : (514) 288-5252, ext.104
FAX : (514) 288-7479

SIGNÉ LE 196597 Que
DE L'ÉTUDE HRS
HUSSEIN